Journaliste, une profession menace?e

Description

Face à la crise de la presse, l'année 2009 aura été marquée par une mobilisation accrue de la profession à l'échelle européenne afin de défendre ses exigences concernant notamment la gestion des entreprises de médias et le respect de la liberté d'expression.

Il y a cinq sie?cles, le Parlement britannique fut victime d'une tentative manque?e de destruction a? l'explosif. Au Royaume-Uni, cet e?ve?nement donne lieu tous les ans, le 5 novembre, a? une comme?moration avec la journe?e des feux d'artifice. De fac?on symbolique, cette date a e?te? retenue par les organisations professionnelles de journalistes, re?unies au sein de la Fe?de?ration europe?enne des journalistes (FEJ), pour organiser annuellement une journe?e de protestation dans pre?s de 40 capitales europe?ennes pour de?fendre leur profession. Cette manifestation, baptise?e *Stand up for journalism*, rappelle, a? l'attention de tous, les me?faits dus a? la crise sans pre?ce?dent que les me?dias traversent. Au Royaume-Uni et en Espagne, 3 000 emplois salarie?s de journalistes ont e?te? supprime?s en un an, pre?s de 1 000 en Allemagne et entre 2 500 et 4 000 en Italie et en Pologne, les pigistes non compris.

Au lancement de la premie?re journe?e d'action en 2007, le secre?taire ge?ne?ral de la FEJ, repre?sentant plus de 250 000 journalistes dans plus de 30 pays, rappelait qu'il e?tait temps « *de prendre la de?fense du journalisme* », en expliquant que « *la qualite? chute et les gens ne font plus confiance aux me?dias pour de?fendre leurs inte?re?ts. Nous devons reconque?rir les vertus e?thiques de notre profession, dire a? nos employeurs qu'il faut mettre un terme aux re?ductions d'emplois et a? la baisse des normes de qualite? et pre?venir les gouvernements que la mise en cause de l'e?thique journalistique constitue une menace pour la de?mocratie* ».

Le 5 novembre 2009, a? l'occasion de la journe?e europe?enne pour le journalisme, les principaux syndicats franc?ais de journalistes (SNJ, SNJ-CGT et USJ-CFDT), membres de la FEJ, ont pour la premie?re fois adresse? une lettre ouverte au Pre?sident de la Re?publique afin de rappeler « *la situation extre?mement pre?occupante* » du secteur de l'information, tant sur le plan e?conomique que sur celui des conditions de travail. Selon ce texte, « *il n'y a pas un jour sans qu'un journal, un hebdomadaire, une radio, une te?le?vision ne licencie des journalistes en pre?textant la crise e?conomique* ». Depuis le de?but de l'anne?e 2009, 2 300 journalistes auraient e?te? licencie?s sur un total de pre?s de 38 000 salarie?s que compte la profession [NDLR : la progression de l'effectif journalistique ralentit depuis les anne?es 2000 – seulement 73 titulaires de la carte supple?mentaires en 2008 par rapport a? 2007 -, apre?s avoir connu des taux de croissance de l'ordre de 60 % dans les anne?es 1980, selon l'Observatoire des me?tiers de la presse]. En outre, les syndicats de?montrent l'ampleur du phe?nome?ne de pre?carisation qui touche le secteur des me?dias par la re?cente re?vision a? la baisse a? un demi-smic, ope?re?e par la Commission de la carte

d'identite? des journalistes professionnels (CCIJP), du plancher de revenus d'un journaliste pour l'obtention de la carte de presse, soit 627 euros. En 2009, 1/5e des journalistes exerceraient leur me?tier en situation de pre?carite?, le revenu de certains pigistes n'atteignant pas le niveau du smic. Selon les syndicats, le statut d'auto-entrepreneur, contraire a? la convention collective des journalistes, est propose? aux pigistes au sein de la chai?ne France 24. Dans leur lettre ouverte, les repre?sentants des journalistes s'inquie?tent notamment, de la remise en cause du statut de l'Agence France-Presse (AFP), qui garantit selon eux son inde?pendance, comme de celle de la protection des sources journalistiques.

Face aux profondes mutations qui touchent leur secteur d'activite?, les journalistes europe?ens se sont mobilise?s au cours de l'anne?e 2009, afin de ramener au centre des de?bats l'avenir de leur profession. Lors de son assemble?e annuelle, a? Varna, en Bulgarie, en mai 2009, la FEJ a adopte? une de?claration intitule?e « Le journalisme a? la pointe du changement », sollicitant « *un nouveau dialogue et de nouvelles alliances avec les gouvernements et avec les repre?sentants de la socie?te? civile, pour de?fendre les valeurs de service public dans les me?dias, ainsi que les emplois et les conditions de travail, mais aussi pour promouvoir l'innovation dans les me?dias* ». Le texte de?finit comme un « *de?fi crucial et historique de renforcer le ro?le du journalisme en tant que me?canisme du pluralisme et de l'engagement public de la vie de?mocratique en Europe* ». La FEJ re?clame, parmi d'autres choses, la cre?ation d'une *task-force* (groupe de travail) « me?dias », comprenant des repre?sentants des syndicats au sein de l'Union europe?enne.

En mai 2009, 48 re?dacteurs en chef et cadres journalistes europe?ens venus de 19 pays ont signe?, a? Hambourg, la « Charte europe?enne de la liberte? de la presse », pre?sente?e a? la Commission europe?enne par Hans-Ulrich Jo?rges, re?dacteur en chef du magazine allemand *Stern*. Cette charte e?nonce dix principes de liberte? des me?dias face aux inge?rences de l'Etat, en particulier de protection contre les actions de surveillance, d'e?coute ou de perquisition de re?dactions et de saisie d'ordinateurs, et de libre acce?s des journalistes et des citoyens a? toutes les sources d'information. L'objectif de ses re?dacteurs est de faire appliquer la charte dans toute l'Europe et de faire de sa reconnaissance une condition aux ne?gociations sur l'e?largissement de l'Union europe?enne. En octobre 2009, au Parlement europe?en, lors de la se?ance ple?nie?re consacre?e a? la liberte? de l'information en Italie, Viviane Reding, commissaire a? la socie?te? de l'information et aux me?dias, a de?fendu cette charte e?manant de la communaute? des journalistes europe?ens comme « *une importante re?affirmation des valeurs de base, incluant la liberte? d'expression et d'information qui sous-tendent les traditions de?mocratiques europe?ennes et sont consacre?es dans des textes juridiques fondamentaux comme la Charte des droits fondamentaux de l'Union europe?enne* », texte signe? en de?cembre 2000 reprenant l'ensemble des droits civiques, politiques, e?conomiques et sociaux reconnus sur le territoire de l'Union europe?enne, dignite?, liberte?, e?galite?, solidarite?, citoyennete? et justice.

Le Parlement europe?en a ne?anmoins rendu une « non-de?cision », a? la suite de ce de?bat concernant l'Italie, pays ou? le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, a de?cide? de mener une guerre frontalecontre tous les me?dias opposants depuis que ces derniers ont re?ve?le? des informations sur sa vie prive?equi ont fait scandale.

En septembre 2009, plus de 100 000 personnes e?taient descendues dans la rue a? Rome, a? l'appel de la Fe?de?ration de la presse italienne, pour de?fendre la liberte? de la presse et exprimer leur de?saccord avec le chef du gouvernement italien en tant que proprie?taire, notamment, de nombreuses chai?nes de te?le?vision (Rete 4, Canale 5 et Italia 1) et de titres de presse (l'hebdomadaire *Panorama* et le quotidien *Il Giornale*) (voir *supra*). Une pe?tition lance?e sur le site web du quotidien d'opposition *La Repubblica* a e?te? signe?e par plus de 350 000 personnes.

Recommandant aux Italiens de ne plus lire la presse, Silvio Berlusconi a e?galement sugge?re? aux entreprises prive?es de ne plus passer d'annonces publicitaires dans les journaux qui le critiquent et a poursuivi en justice pour diffamation les quotidiens de gauche, *La Repubblica* – notamment pour avoir publie? quotidiennement, pendant plusieurs mois, les dix me?mes questions sur les conse?quences de sa vie prive?e tant sur la politique que sur la se?curite? de l'Etat, reste?es sans re?ponse – et *L'Unita?*, re?clamant 1 million d'euros de dommages et inte?re?ts au premier et 3 millions au second. La presse e?trange?re n'a pas e?te? e?pargne?e ; des actions judiciaires ont e?te? lance?es contre le quotidien espagnol *El Pai?s*, l'hebdomadaire franc?ais *Le Nouvel Observateur*, ainsi que plusieurs journaux anglais. Les partisans du chef du gouvernement italien ont e?galement appele? leurs concitoyens a? ne plus payer la redevance, principale source de financement de la te?le?vision publique italienne, la RAI, conside?re?e comme « anti-Berlusconi », a? l'exception de la premie?re chai?ne, RAI 1, dont le directeur du journal, Augusto Minzolini, s'est engage? a? ne pas participer au de?bat me?diatique en cours concernant les agissements de Silvio Berlusconi. En Italie, selon un usage souvent critique?, la majorite? parlementaire contro?le les deux premie?res chai?nes publiques tandis que l'opposition me?ne la politique e?ditoriale de la troisie?me. Les postes-cle?s de RAI 1 et de RAI 2 sont donc tenus par des personnalite?s choisies par le chef du gouvernement. Ainsi, la bande-annonce du film d'Erik Gandini, *Videocracy*, sur le *Cavaliere* et pourtant se?lectionne? pour la Mostra de Venise en septembre 2009, s'est vu refuser les antennes de la RAI « *pour des raisons politiques* ».

Apre?s des mois d'affrontements violents et incessants entre le chef du gouvernement et les me?dias en Italie, les organisations internationales se sont empare?es de la pole?mique. Ainsi, l'Organisation pour la se?curite? et la coope?ration en Europe (OSCE), par l'interme?diaire de son repre?sentant pour la liberte? des me?dias, Miklos Haraszti, a adresse? un courrier a? Silvio Berlusconi,le 20 septembre 2009, afin de lui demander de retirer sa plainte, rappelant que « *le questionnement permanent, me?me partisan, est un instrument de la fonction corrective des me?dias* » et que « *le droit de savoir du public inclut ine?vitablement le droit des me?dias a? poser des questions* ».

De me?me, malgre? l'opposition des e?lus des partis de droite, le Parlement europe?en a de?battu en

se?ance ple?nie?re, le 8 octobre 2009, des entraves a? la liberte? de la presse en Italie. Les groupes politiques de droite, PPE, CRE et ELD ont de?nonce? l'usage d'une institution europe?enne pour re?gler un proble?me d'ordre national, tandis que les partis de gauche, S&D, ADLE, Verts/ALE et GUE/NGL se sont prononce?s en faveur d'une le?gislation garantissant le pluralisme des me?dias en Europe. Le principe du vote d'une re?solution sur la liberte? d'information en Italie a e?galement e?te? adopte? par une courte majorite?. Lors de la session ple?nie?re a? Strasbourg du 19-22 octobre 2009, les eurode?pute?s ont finalement rejete? (338 votes contre, 335 pour et 13 abstentions) la re?solution sur la liberte? de la presse en Italie, laquelle mentionnait e?galement une proposition de directive sur la garantie du pluralisme des me?dias.

En Allemagne, et pour la premie?re fois dans l'histoire du pays, des dizaines de juristes allemands se sont exprime?s, en novembre 2009, pour de?fendre le re?dacteur en chef de la chai?ne publique ZDF dont le contrat pourrait ne pas e?tre reconduit sous la pression des dirigeants du parti chre?tien-de?mocrate (CDU). Invoquant la Constitution allemande qui garantit la liberte? de la presse, 35 professeurs de droit de renom ont adresse? une lettre ouverte publie?e dans le *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* (FAS) et le *Spiegel*, appelant les membres du conseil d'administration de la chai?ne, au nom « *de la raison et du professionnalisme* », a? ne pas « *participer a? la prise d'influence que projette l'Etat avec le choix du re?dacteur en chef* ». Les juristes avertissent e?galement que « *ce qui se passe quand un Etat ne garantit pas la liberte?, on en a l'exemple sous les yeux actuellement dans d'autres pays d'Europe* ». Lors de la campagne e?lectorale pour les le?gislatives, le re?dacteur en chef, Nikolaus Brender, en poste depuis 2000 a? la ZDF, avait pris la de?cision d'annuler une e?mission politique a? la suite du de?sistement des candidats a? la chancellerie, Angela Merkel et Frank-Walter Steinmeier, au profit de l'un de leurs repre?sentants. De nombreux dirigeants d'entreprises de me?dias, dont Mathias Do?pfner a? la te?te du groupe Springer, ont affirme? leur soutien au re?dacteur en chef dont le travail a e?te? mis en cause.

Selon l'association Reporters sans frontie?res (RSF), le Danemark, la Finlande et l'Irlande constituent le trio de te?te de son classement mondial annuel 2009 concernant le respect de la liberte? de la presse, classement effectue? a? partir d'un questionnaire portant sur les atteintes directes a? l'e?gard des journalistes (assassinats, emprisonnements, agressions, menaces…) ou des me?dias (censures, saisies, perquisitions, pressions…) et re?alise? du 1er septembre 2008 au 1er septembre 2009. En 2009, seuls 15 pays sur 20 repre?sentant le Vieux continent sont classe?s, contre 18 en 2008. La France occupe le 43e rang du classement sur 175 au total, ce?dant huit places en 2009, apre?s en avoir de?ja? perdu quatre en 2008. Une contre-performance qui est due, selon RSF, « *aux mises en examen, placements en garde a? vue et perquisitions dans les me?dias, mais aussi a? l'inge?rence des autorite?s politiques, notamment du chef de l'Etat* ». L'Italie, pays dans lequel les journalistes sont victimes de menaces physiques selon RSF, occupe la 49e place, contre la 44e en 2008. Quant a? la Slovaquie, classe?e au 7e rang en 2008, est rele?gue?e au 44e rang en 2009.

Selon le barome?tre annuel 2010, e?tabli par TNS-Sofres, publie? par le quotidien *La Croix*, une majorite? de plus en plus importante de Franc?ais ne croit pas a? l'inde?pendance des journalistes : 66 % pensent que ces derniers ne re?sistent pas aux pressions des partis politiques et du pouvoir (contre 61 % en 2009 et 57 %

en 2008), et 60 % qu'ils ne re?sistent pas aux pressions de l'argent (contre 59 % en 2009).

Sources :

- « Journalistes europe?ens : stand up for journalism ! », SNJ, 30 septembre 2007, snj.fr.
- « Le journalisme ronge? par la pre?carite? en Europe », Clara Fajardo, cafebabel.com, 15 juin 2009.
- « Silvio Berlusconi et la presse : « la strate?gie de la tension » », Philippe Ridet, *Le Monde*, 10 septembre 2009.
- « La guerre entre Silvio Berlusconi et la presse italienne a? son paroxysme », Guillaume Delacroix, *Les Echos*, 15 septembre 2009.
- « L'OSCE demande a? Berlusconi de retirer ses plaintes contre les journaux », lemonde.fr avec AFP, 20 septembre 2009.
- « Debate on freedom of information in Italy », European Parliament, press release, europarl.europa.eu, october 8, 2009.
- « Vote des eurode?pute?s sur la liberte? de la presse en Italie », EurActiv.com, 9 octobre 2009.
- « Liberte? d'information en Italie/Parlement europe?en », *La Correspondance de la Presse*, 22 octobre 2009.
- « Lettre ouverte au Pre?sident de la Re?publique », Alain Girard, Dominique Candille, Nicolas Thiery, *L'Humanite?*, 5 novembre 2009.
- « Des juristes allemands de?fendent un re?dacteur en chef contre le pouvoir », AFP, tv5.org, 22 novembre 2009.
- « Les Franc?ais exigent beaucoup des me?dias », barome?tre TNS Sofres/Logica, *La Croix*, 21 janvier 2010.
- « L'Europe n'est plus si exemplaire en matie?re de liberte? de la presse, selon RSF », AFP, tv5.org, 20 octobre 2010.
- « L'Observatoire des me?tiers de la presse », metiers-presse.org
- « Le journalisme a? la pointe du changement », FEJ, /europe.ifj.org
- « European Charter on Freedom of the Press », pressfreedom.eu
- « Classement 2009 », Reporters sans frontie?res, rsf.org

Categorie

1. Usages

date créée
21 décembre 2009
Auteur
francoise